

Réflexions

L'enfer du Kivu n'aura-t-il pas de fin?

L'invité

Mike Hoffman
Président de
l'association Vivere



«Je vivais sur la presqu'île d'Ubwari. Alors que je rentrais du champ, huit militaires FDD nous ont agressés. Ils ont tué mon mari à coups de baïonnette, m'ont ensuite frappée, violée et dévalisée. J'ai sept enfants à charge.»

En huit années de travail dans les Kivus, l'association Vivere (Lausanne) et ses partenaires ont enregistré plusieurs centaines de témoignages comme celui-là. Ces territoires situés à l'est de la République démocratique du Congo (RDC) sont depuis 1998 incessamment occupés par les cohortes d'armées et de factions rivales (milices, troupes régulières, génocidaires Interhamwé, séparatistes, etc.) se disputant le contrôle des ressources, très riches dans la région.

Sous la férule des maîtres du jour, les populations autochtones subissent d'atroces exactions par vagues ininterrompues. Au fil des ans, des colonnes armées d'Ouganda, du Rwanda, du Burundi ont pénétré dans ce territoire congolais, chacune pour y exercer ses rapines. Les 19 000 casques bleus de la MONUSCO, que nous payons, sont censés protéger la population et les frontières. N'empêche: le bilan est de plus de 5 millions de morts, victimes directes et indirectes du conflit. Les infrastructures et les services publics sont détruits, la presse libre est rare et exposée à la répression, la corruption gangrène une large partie des serviteurs de l'Etat.

Dans un tel contexte de chaos, seule la société civile peut se dresser contre la fatalité en mettant en œuvre de

l'entraide solidaire, et en luttant contre l'impunité. C'est en tout cas ce à quoi veut s'atteler, même modestement, l'association lausannoise Vivere.

Avec ses partenaires, Vivere travaille sur cinq fronts:

- Secours et soins directs aux victimes ayant survécu à des massacres.
- Réhabilitation socio-économique de femmes rescapées de la violence.
- Enquêtes minutieuses sur les lieux des crimes pour tenter de déterminer les responsabilités, et dénonciation des abus de toute nature. Ameuter l'opinion publique locale, relayer l'information en Suisse.
- Coopération avec la justice militaire congolaise pour l'organisation de tribunaux itinérants qui tiennent audience dans des régions enclavées, et parfois en brousse. Les prévenus sont des militaires suspectés d'avoir commis un délit grave ou un crime de sang. Les sentences sont rendues de manière conforme au Code pénal.

«Les populations autochtones subissent d'atroces exactions par vagues ininterrompues»

- Assistance directe et au long cours à des personnes âgées sans toit, sans soutien familial ni aucun autre recours, exposées à mourir dans un abandon indigne.

Vivere est un mouvement solidaire de lutte en faveur des droits humains, notamment le tout premier d'entre eux: le droit de vivre. Dans de tels contextes, car le Kivu n'est pas le seul terrain d'action de Vivere, l'association ne peut qu'appeler chacune et chacun à agir, d'une manière ou d'une autre, pour défendre ce droit de vivre.